

## TIZI-OUZOU

## Une commission pour s'enquérir des infrastructures éducatives à Timizart

**Une délégation composée essentiellement des membres de l'APW de Tizi Ouzou a posé le pied dimanche dans la commune de Timizart pour s'enquérir de l'état du secteur éducatif, notamment son volet inhérent aux infrastructures des différents paliers scolaires.**

L'objectif étant d'abord la circonscription des problèmes mis au-devant du cursus scolaire de différents enfants de la commune pour ensuite envisager des perspectives de résolution. Pour rappel, cette commune est l'une des plus peuplées de la wilaya et compte près d'une vingtaine d'écoles primaires, quatre CEM et un lycée. Les écoles de la commune ne souffrent nullement d'une quelconque baisse d'effectif, d'ailleurs une progression constante du nombre semble continuer son ascendance, ce qui

provoquera certainement une surcharge pour cette année eu égard à l'arrivée simultanée des deux niveaux que sont la 5<sup>e</sup> et la 6<sup>e</sup> années. La commission se penchera sur la capacité de l'infrastructure existante à absorber le flux d'élèves recensés pour la rentrée scolaire prochaine, mais surtout il est attendu d'elle une réelle prise en charge de nombreuses défaillances existantes dans ce secteur et qui passe assurément par la réalisation d'autres infrastructures. C'est en tout cas ce qu'espèrent la

famille éducative de la localité et l'ensemble des parents d'élèves. Au CEM Amatoui d'Abizar, la commission fut accueillie par l'administration de l'établissement, et le comité de village local qui s'est joint à la délégation pour les éventuels entretiens inscrits à l'ordre du jour et se rapportant au devenir du même CEM.

C'est ainsi d'ailleurs qu'on a appris la construction de deux nouvelles salles de cours comme action urgente décidée par les autorités de la wilaya pour parer au nombre d'élèves qui augmentera facilement pour atteindre les 1000 élèves au lieu des 700 déjà existants. Une décision qui s'inscrit en amont de la programmation d'un nouveau CEM dont la construction se fera en dur et dont les travaux

débuteront incessamment. Une nouvelle acquisition engagée, faut-il le dire, indépendamment de ladite commission. A l'instar des 4 CEM, le lycée dont l'actuel effectif avoisine les 1000 lycéens, et qui verra déferler encore une masse importante d'élèves, sera-t-il en position de les accueillir ? Une question, somme toute, légitime quand on sait que quelque temps auparavant même les tables et les chaises faisaient défaut au sein de cet établissement.

En tout cas, bien des constats seront établis en vue d'asseoir une idée fixe sur ce qui a été fait et ce qui reste à entreprendre. Selon les parents d'élèves, ce travail est à juste raison considéré comme opportun.

F. B.

## AGHRIBS

## La moitié du village sans électricité depuis 6 jours

**Pour la moitié du village Aghribs, le retour à la bougie comme moyen d'éclairer leurs nuits est de mise depuis 6 jours déjà.**

Les conditions climatiques qui ont prévalu lors du week-end passé ont provoqué une panne dans l'alimentation et ce, depuis mercredi dernier sans que les services de la Sonelgaz d'Azazga arrivent à rétablir le courant pour une cinquantaine de foyers et de commerces.

Le mécontentement est prévisible notamment sur le visage de quelques commerçants qui risquent de perdre une bonne partie de leurs marchandises. D'autres qui avaient prévu cette énergie comme moyen de chauffage se retrouvent complètement désorientés.

Les services de la même société ont fait de nombreux va-et-vient sans arriver à venir à bout de la panne. On parle d'un transformateur défectueux et dont le remplacement exigera quelques jours de plus. Il faut dire que les citoyens de la localité citent des cas où ladite société ne s'empresse pas de fournir une prestation à la hauteur de sa notoriété.

On parle d'un câble d'une ligne électrique au village Ait-Ouchen emporté par le vent depuis mercredi sans que ses services daignent le remplacer, un câble, à juste titre, noué de façon artisanale et déjà signalé auprès des services concernés. En vain. Un autre citoyen du village Aghribs parle d'une coupure d'électricité pour non-paiement d'une facture et qu'une fois honorée il a dû

attendre 5 jours pour qu'on lui rétablisse le courant. En attendant le retour à la normale, les citoyens restent perplexes et n'arrêtent pas de faire un parallèle quant à la rapidité dont fait part la Sonelgaz d'Azazga s'agissant de coupures lors de non-paiements d'une moindre facture et les lenteurs de leur intervention en cas de panne.

F. B.

## TIZI-GHENIFF

## Bientôt un centre de la Protection civile

**La daïra de Tizi Ghéniff va enfin avoir son propre centre de la Protection civile. Les travaux de terrassement sont déjà lancés.**

Les Tizi-Ghéniffis dépendent de la Protection civile de Draâ-El-Mizan, mais la distance entre les deux daïras, dix kilomètres, rend les interventions complexes, d'autant que cette dernière intervient aussi dans d'autres communes, comme Ait Yahia Moussa, Ain Zauouia et Frikat. C'est dire que ce projet est d'une importance capitale pour toute la région.

Tekkratt A.

## Un dédouanement problématique

**Un mois et une multitude de déplacements sur les lieux n'ont pas suffi pour dédouaner les effets vestimentaires de deux émigrées algériennes en Arabie Saoudite rentrées chez elles le 30 janvier dernier au terme d'un séjour de 7 ans.**

L'affaire est toujours pendante malgré les déplacements des personnes intéressées accompagnées de leurs parents (pères).

Ces derniers poursuivent inlassablement, en l'absence de leurs filles qui ont épuisé leur congé, au terme de 7 ans d'exil forcé, en navettes entre leurs domiciles respectifs et l'aéroport Houari-Boumediène.

Leurs démarches une à deux fois par semaine sont restées sans résultat, ballottées d'un service à l'autre dans le but évident d'obtenir l'abandon des bagages de leurs filles, affirme M. Amarouche Belaïd, exaspéré

par l'excès de zèle incompréhensible ainsi que par des propos contradictoires et équivoques de certains agents de la division aïre des douanes (fret) à l'aéroport Houari-Boumediène faisant preuve de mépris à son égard et vis-à-vis de son compagnon de mésaventure C. Arezki, âgé de 70 ans. Les émigrées dont le séjour ne devait pas excéder 2 ans sont retenues malgré elles pendant 7 ans, séjour qui leur a permis d'accumuler des effets vestimentaires personnels, des trousseaux en vue de leur mariage et d'autres effets vestimentaires destinés à

leurs parents et proches. Les bagages furent soigneusement fouillés, scannés et recensés dans le détail par les agents douaniers.

Hormis un excès de poids pour lequel elles étaient prêtes à payer les taxes réglementaires, ils ne contenaient absolument rien de prohibé, affirme notre interlocuteur qui exhibe à l'appui de ses dires un listing détaillé des 546 kg de bagages de sa fille, une lettre de notre ambassade attestant la durée du séjour en Arabie Saoudite et sollicitant la compréhension des services des douanes dans le cadre de ce qui permet la loi et les correspondances adressées au chef d'inspection divisionnaire et au directeur général des douanes demandant l'autorisation de dédouaner lesdits bagages bloqués au service fret de

l'aéroport. Au final, il n'est plus question de paiement de taxes correspondant à l'excès de poids proposé par un divisionnaire et refusé par un autre, ni du renvoi des bagages en Arabie Saoudite qui coûtera excessivement cher, encore moins de «l'abandon recherché», déclare M. Amarouche envisageant, en revanche, des poursuites judiciaires contre les douanes.

Il y a lieu de signaler tout de même une réponse de la direction de la législation, et de techniques douanières adressée à M<sup>me</sup> Amarouche l'informant qu'en l'absence du certificat de changement de résidence et l'inventaire des objets à importer visés par les autorités consulaires algériennes, l'autorisation sollicitée ne peut être accordée».

B. T.

## SIDI-BEL-ABBÈS

## La wilaya bénéficie d'un quota supplémentaire de 6000 logements

Sidi-Bel-Abbès a bénéficié dernièrement d'un quota supplémentaire de 6 000 logements dont 4 000 qui s'inscrivent dans la cadre de l'aide à l'habitat rural, 1 500 logements sociaux participatifs (LSP) et 500 logements sociaux localitifs (LSL).

Ce quota spécial qui est intervenu suite à la visite d'inspection et de travail du ministre de l'Habitat, Noureddine Moussa, le 22 février dernier dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès, vient renforcer le précédent quota de 26 000 logements tous programmes confondus dont beaucoup sont en cours de réalisation et d'autres réalisés et réceptionnés. Lors de la dernière visite, le ministre s'est dit satisfait de l'amélioration du tissu urbain, de l'avancement des projets par rapport aux délais fixés en comparaison avec ceux d'autres wilayas du pays et de la qualité du bâti.

Après ce constat, le ministre a déclaré Sidi-Bel-Abbès wilaya pilote dans le cadre de l'amélioration du tissu urbain, de l'avancement des projets et de la qualité du bâti et a donné instruction pour qu'une journée d'étude nationale portant sur le thème «Avancement des travaux de réalisation, amélioration du tissu urbain et qualité du bâti» soit programmée dans les prochains jours. Par ailleurs, il convient de signaler que le manque flagrant d'assiette foncière va, il est certain, entraver en partie le lancement des projets inscrits. Le ministre lors de sa visite a donné ordre de ne plus procéder à la réalisation de logements sociaux dans le chef-lieu ajoutant que c'est surtout dans les communes qu'il faut les construire. Dans le registre du logement précaire, il est à noter qu'entre 1999 et 2007, 3 362 habitations précaires ont été rasées et leurs occupants recasés dans des logements qui s'inscrivent dans le cadre des 1 100 logements pour la résorption du logement précaire alors que 5 843 autres logements précaires seront démolis car toutes ces demeures vétustes sont appelées à disparaître du tissu urbain.

A. M.

## BATNA

## L'insécurité est de retour à Chemora

Chemora, chef-lieu de daïra, 54 km au nord-est de Batna, 18 000 âmes, est écumée par une bande spécialisée dans le vol de bétail. Après le vol, il y a une semaine, de 35 brebis à la cité Nouaoura et d'un camion Sonacome, lundi, le même sort a été réservé à 20 brebis et 2 taurellons dans une autre bergerie sur la route de Khenchela appartenant à A. Boudjellal.

La colère des citoyens est grande devant la multiplication de ces vols et la passivité des services de sécurité qui, dit-on, peuvent par une simple descente mettre fin à ce fléau. Il faut noter que cette ville, pourtant chef-lieu de daïra, n'a toujours pas de couverture policière. Elle ne dispose que d'une brigade de gendarmerie composée de dix agents. Les rondes effectuées par la garde communale n'ont pu mettre fin à ces larcins.

H. M.

## BOUIRA

## Les auteurs du vol de la pharmacie arrêtés

Moins de 10 jours après le cambriolage de la pharmacie, située au centre-ville de Bouira, les éléments de la police judiciaire ont mis la main sur les auteurs de ce vol. En effet, d'après le compte-rendu de la Sûreté de wilaya, ces derniers ont été démasqués grâce aux empreintes digitales retrouvées sur un onduleur que les policiers avaient trouvé près de la pharmacie deux jours plus tard et qui s'est avéré être parmi les objets volés lors de la fameuse nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mars derniers. Après l'arrestation d'un élément de ce groupe de malfaiteurs, le dénommé H. M., 17 ans, non scolarisé et ayant des antécédents judiciaires, a fini par donner les noms de ses complices.

Il s'agit de A. O. L., 16 ans, collégien, et N. O. K., 19 ans, sans profession. Poussant leurs investigations, les éléments de la police judiciaire ont découvert que c'est ce même groupe qui avait cambriolé une épicerie appartenant à D. M. Présentés devant le procureur de la République, les trois malfaiteurs ont été traduits devant le doyen des juges d'instruction qui les a mis sous mandat de dépôt sous les chefs d'inculpation de constitution de groupe de malfaiteurs, vol qualifié.

Y. Y.